

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 16 – 21 avril 2022.

En bref

Cette semaine, plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes se réunissent au siège de la CEPAL à Santiago de Chili pour tenir la première Conférence des partis (COP1) de l'Accord d'Escazú, le premier grand pacte environnemental d'Amérique latine et pionnier dans le monde en matière de protection des défenseurs de l'environnement. Cependant, un an après son entrée en vigueur, l'Accord n'a été ratifié que par 12 Etats-membres, alors que 24 pays de la région l'avaient signé à l'origine. Parmi les grands absents, on compte une majorité de grandes puissances de la région, dont la Colombie, le Chili et le Brésil, où le traité est bloqué depuis des mois par les parlementaires des Congrès respectifs. Dans le cas du Chili cependant, son nouveau Président Gabriel Boric avait annoncé une semaine après son entrée en fonction, en mars dernier, qu'il comptait le faire adopter sous son mandat. L'Amérique latine, avec une contribution à hauteur de 9 % dans le total mondial des émissions de gaz à effet de serre, est une des régions les plus vulnérables aux effets du changement climatique, ainsi que la région la plus dangereuse au monde pour les défenseurs de l'environnement. En effet, l'année 2020 a été la plus meurtrière pour les écologistes, avec 3 homicides sur 4 enregistrés dans la région, selon le dernier rapport de l'ONG Global Witness, qui précise que la Colombie et le Mexique sont en tête de ces statistiques.

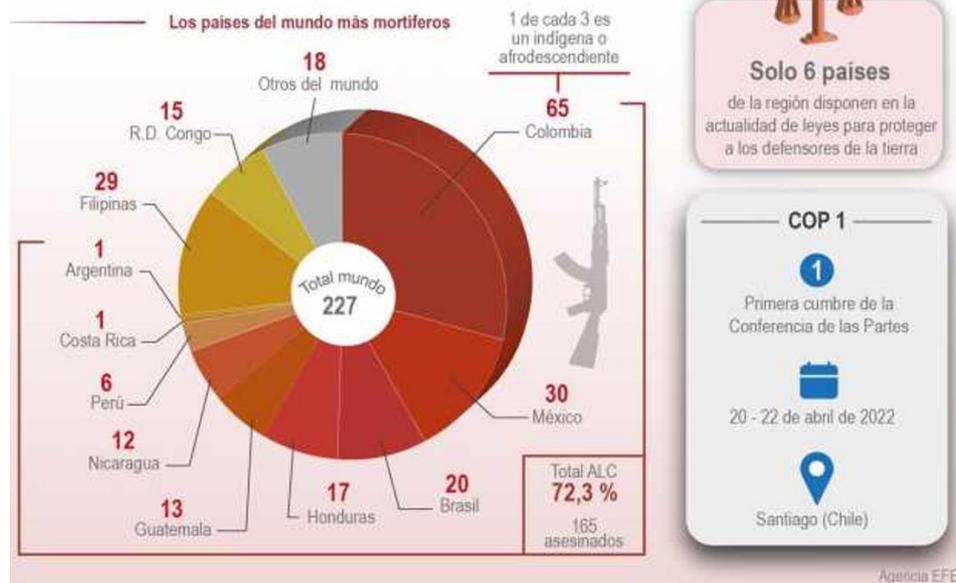
LE CHIFFRE À RETENIR

9 %.

C'est la part de l'Amérique latine et des Caraïbes dans le total des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Latinoamérica: la región más letal para los defensores de la tierra

Activistas medioambientales asesinados en 2020



BOLIVIE

Le gouvernement crée l'Entreprise bolivienne de production agricole.

Annoncée par le Président Luis Arce et créée par le décret suprême 4701, cette nouvelle entreprise publique a pour objectif de « renforcer la souveraineté alimentaire » et de « générer des excédents en faveur du peuple ». Son activité principale sera la production, le traitement et la transformation de produits agricoles et de l'élevage ainsi que leur commercialisation sur les marchés interne et externe. Un investissement de 20 MUSD sera nécessaire pour la création de l'entreprise, qui sera placée sous la tutelle du Ministère du Développement Rural et des Terres.

COLOMBIE

La création d'emplois est au cœur de tous les programmes électoraux des présidentielles.

La création d'emplois est un des piliers de toutes les campagnes des candidats à la présidence pour 2022-2026. Que ce soit l'Etat ou le secteur privé qui soit au centre des propositions, les aspirants à la présidence s'accordent pour placer les femmes et les jeunes, groupes les plus touchés par la crise économique résultant de la pandémie, au centre de leur stratégie. Le candidat du Pacto Historico, Gustavo Petro, propose une politique « d'emploi garanti », qui deviendrait la base d'un nouveau contrat social, et l'alternative aux indemnisations de chômage et à la flexibilisation du marché du travail. Dans son programme, l'Etat deviendrait un employeur

de dernier recours et verserait un salaire minimum aux travailleurs qui ne trouvent pas de poste dans le secteur privé. Dans le programme de la coalition Equipo por Colombia, le candidat Federico Gutiérrez s'engage à faire du secteur privé un moteur de l'emploi, en accordant plus de facilités aux entreprises et des incitations à la formalisation, et prévoit ainsi la baisse du taux de chômage à 9 % d'ici 2026 (contre 11 % en janvier 2022) par la création notamment de 400.000 emplois dans le tourisme. La coalition Centro Esperanza avec à sa tête Sergio Fajardo, en troisième place dans les sondages, s'engage à créer 1,5 million d'emplois en donnant la priorité à l'agriculture, à l'industrie, au tourisme et aux services. Pour augmenter l'employabilité des jeunes et des femmes, il propose de créer 150.000 emplois d'apprentis supplémentaires et de revaloriser l'emploi du personnel soignant, à majorité féminine.

Gustavo Petro et Francia Márquez signent un engagement de non-expropriation.

Le candidat du Pacto Historico et sa formule de vice-présidente, Francia Márquez, ont juré devant un notaire à Bogota qu'ils n'exproprieraient aucun citoyen si Gustavo Petro venait à être élu à la tête du pays. Ce serment trouve son origine dans les rumeurs et les craintes exprimées par les milieux entrepreneurs et de la droite conservatrice de voir pour la première fois un président de gauche accéder au pouvoir en Colombie. A cette occasion, le candidat Petro a réitéré son respect pour la Constitution du pays, tout en fustigeant la campagne de désinformation que mèneraient ses opposants à son encontre.

La dette colombienne brute a diminué de 2 points de pourcentage en mars.

Selon le dernier rapport du Ministère de l'économie et des finances, la dette brute du pays a diminué de 2 points de pourcentage en mars par rapport au mois précédent, passant de 57,2 % du PIB prévu pour 2022 à 55,2 %. Elle atteint désormais 727.700 Mds COP (177,5 Mds EUR), dont 62 % sont constitués de dette intérieure (soit 34 % du PIB), et les 38 % restants de dette extérieure (soit 21 % du PIB). La croissance enregistrée en 2021, couplée à l'appréciation du peso colombien, favorisent le ratio de dette extérieure rapportée au PIB. Celle-ci est répartie entre des émissions d'obligations (48,7 % de la dette extérieure), des prêts contractés auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (17,8 %), des prêts contractés auprès de la Banque Interaméricaine de Développement (13,9 %), des prêts de la Corporacion Andina de Fomento (3,6 %), ainsi que d'autres sources de financement (15,9 %).

ÉQUATEUR

Le gouvernement prépare une nouvelle loi d'investissement et une réforme du marché du travail.

Le Ministre du gouvernement, Francisco Jiménez, a annoncé lors d'une réunion avec des représentants de l'Assemblée nationale que le gouvernement prévoit de faire passer une nouvelle loi d'investissement ainsi qu'une réforme du marché du travail, alors que la crise politique qui secoue le parlement depuis plusieurs semaines n'a pas encore été résolue.

Compte tenu de ce contexte, le soutien à ces nouvelles propositions de loi à l'Assemblée demeure incertain.

PÉROU

La mine Las Bambas stoppe sa production pour la troisième fois en 2022.

Cette mesure a été prise par la compagnie minière chinoise MMG, des suites des manifestations du 14 avril aux portes de la mine de la part de la communauté locale de Fuerabamba. Celle-ci dénonce le non-respect des engagements de l'entreprise en termes de responsabilité sociale. MMG s'est défendue en indiquant que sur 264 initiatives « d'investissement social » (agriculture, éducation/formation, infrastructures communales, emploi, restitution de terres, santé), 143 ont été mises en œuvre à ce jour, 66 sont en exécution et 55 seront exécutées durant les prochaines années. Elle a également affirmé avoir investi 3,4 Mds PEN (916 MUSD) depuis 2010 en faveur des communautés environnantes. Les discussions entre l'entreprise, l'État et les communautés se poursuivent. Pour rappel, Las Bambas représente autour de 1 % du PIB péruvien, 2 % de la production mondiale de cuivre, 8.000 emplois directs et les trois quarts du PIB de la région Apurímac (qui a augmenté de 141 % depuis 2016).

Le Pérou chute de 8 places dans le classement de l'Institut Fraser sur l'attractivité minière.

Dans la dernière édition du classement de l'Institut Fraser, le Pérou se situe au 42^e rang sur 84 pays, alors qu'il se classait 34^e en 2020 et à la

24^e place en 2019. La raison de ce recul est la diminution de 29 points dans l'indice de perception politique, causé selon les enquêtés par les lourdeurs et inconsistances de la réglementation péruvienne (notamment en matière environnementale) ainsi que par l'insécurité dans le pays. Dans la région, le Pérou se situe désormais derrière l'Équateur, la Colombie, la province argentine de San Juan et le Chili. Ce classement se fonde sur une enquête effectuée auprès de 2.200 entreprises du secteur. La publication de ce classement intervient alors que des conflits sociaux ont conduit à l'arrêt de la mine de Cuajone (Moquegua) depuis 52 jours, et à celle de Las Bambas cette semaine.

L'Indecopi autorise l'utilisation d'autocollants pour se conformer à la législation en matière de sécurité alimentaire.

La Commission sur le dumping, les subventions et les barrières commerciales non-tarifaires de l'Indecopi (l'Autorité de la concurrence péruvienne) a estimé que l'interdiction des « octogones » (avertissements en matière de sécurité alimentaire) sous forme d'autocollants constituait une barrière commerciale non-tarifaire. L'Indecopi estime que les autocollants remplissent l'obligation légale d'avertissements en matière de sécurité alimentaire pour les produits industrialisés affichant une forte teneur en sodium, sucre et graisses. Les produits importés ne seraient donc pas contraints d'avoir les octogones imprimés sur leur emballage, ce qui implique un surcoût. Cette position officialisée par une Résolution de l'Indecopi donne raison à la Chambre de Commerce de Lima (CCL) et à 13 entreprises importatrices (dont Lagardère) qui avaient formulé un recours. A l'avenir, cette résolution devrait faire

jurisprudence. Toutefois, l'obligation d'impression des octogones continue de figurer dans le Manuel d'avertissements publicitaires (publié en 2018 par le Ministère de la santé), de sorte qu'il demeure une incertitude sur le cadre applicable à partir de l'année prochaine (le gouvernement a publié fin mars un décret suprême permettant l'utilisation d'autocollants jusqu'à fin 2022).

VENEZUELA

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour 2022, à 1,5 %.

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales publié le 19 avril, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit que le PIB du Venezuela connaîtra une croissance de 1,5 % en 2022 ainsi qu'en 2023. L'organisation établit ainsi la prévision de croissance la plus pessimiste parmi celles récemment publiées, mais cette prévision se situe nettement au-dessus de la prévision antérieure du FMI réalisée en janvier, qui tablait sur une contraction de -5 %. Une partie de la modeste reprise vénézuélienne prévue par le FMI serait due à un redressement de la balance des paiements, dont le compte courant aurait été déficitaire de -1,4 % en 2021, mais serait positif de 9,5 % à la fin de 2022 et de 6,5 % en 2023. La Banque centrale du Venezuela (BCV), elle, a cessé de publier les chiffres de l'évolution du PIB depuis 2014. Quant aux prévisions du FMI concernant l'inflation, il est estimé que l'indice des prix augmenterait de 500 % en 2022 et en 2023. Jusqu'à présent, l'ajustement monétaire sévère appliqué par le gouvernement de Nicolás Maduro a permis de contenir efficacement la hausse nominale des

prix, mais non sans conséquences négatives, en particulier sur la contraction du crédit bancaire, qui entrave les possibilités de croissance de l'économie.

Les crédits ont augmenté de 29 % en glissement annuel à la fin du premier trimestre 2022.

Selon l'étude de Global Scope réalisée à partir des données des 26 institutions qui composent le système financier vénézuélien, à la fin du premier trimestre 2022, le total des actifs du système bancaire du pays s'élevait à 31,3 Mds Bolivars, soit 7,1 Mds USD. Ce montant a connu une croissance annuelle de 24,1 %. Le portefeuille de prêts, qui représente seulement 5,1 % des actifs, a quant à lui enregistré une croissance annuelle de 29,02 %, tandis que le ratio de prêts non-performants (NPL) s'est établi à 12,7 % en mars 2022, contre 19,6 % en mars 2021.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 21 avril 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	904 212	75 609	21 906	1 832	1,3 M	11%	5,8 M	49%
Equateur	866 925	47 832	35 528	1 960	1,2 M	7%	13,9 M	77%
Colombie	6 090 246	117 442	139 755	2 695	7 M	14%	35,2 M	69%
Pérou	3 557 869	105 271	212 704	6 294	2,5 M	7,5%	26,3 M	79%
Venezuela	522 056	18 453	5 704	202	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	56 620 354	n.d	1 292 668	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			En % du PIB		IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 e.	2022 p.	Compte courant (2022p)	Dette publique brute	2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,9	38,7	-7.7	6,1	3,8	-1,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	51,7	282,2	-8.2	10,6	5,8	-3,3	63,8	83	0	67	-2
EQUATEUR	18,1	93,07	-7.5	4,2	2,9	2,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,792	6,8	43.3	19,9	47,2	45,4	36,9	122	-1	134	0
PEROU	33,7	188,4	-11.1	13,3	3,0	-1,5	34,8	79	+3	76	-8
SURINAME	0,595	2,8	-13.4	-3,5	1,8	-1	122,6	97	+1	162	+3
VENEZUELA	28,3	n.a	-30	-1,5	1,5	9	300	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,8	382,7	-9.9	10,2	4,0	0,5	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	215	1312,6	-4	4,6	0,8	-1,5	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	11,7	1,5	-1,5	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	131,1	1133,2	-8,2	4,8	2,0	-0,6	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international